Naija, conseiller des services publics chargé de mission pour occuper l'emploi de secrétaire général du ministère de l'intérieur est habilité à signer par délégation tous les actes entrant dans le cadre des attributions du secrétariat général au ministère de l'intérieur à l'exception des actes à caractère réglementaire.

Art. 2. — Monsieur Béchir Naija est autorisé à subdéléguer sa signature aux fonctionnaires de la catégorie «A» et «B» soumis à son autorité conformément aux conditions fixées par l'article 2 du décret sus-visé n° 75-384 du 17 juin 1975.

Art. 3. — Cet arrêté prend effet à compter du 23 mai 1991 et sera publié au *Journal Officiel de la République tunisienne*.

Tunis, le 24 juillet 1991.

Le ministre de l'intérieur
ABDALLAH KALLEL

VU
Le Premier ministre
HAMED KAROUÏ

Arrêté du ministre de l'intérieur du 24 juillet 1991, portant délégation de signature.

Le ministre de l'intérieur;

Vu la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités publiques locales et des établissements publics à caractère administratif, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété;

Vu le décret n° 75-384 du 17 juin 1975, autorisant les ministres et secrétaires d'Etat à déléguer leur signature;

Vu le décret n° 91-272 du 18 février 1991, portant nomination de Monsieur Abdallah Kallel ministre de l'intérieur;

Vu le décret n° 91-543 du 1er avril 1991 portant organisation du ministère de l'intérieur;

Vu le décret n° 91-698 du 10 mai 1991, portant nomination de Monsieur Ahmed Ben Hamida, (conseiller au tribunal administratif) chargé de mission pour occuper l'emploi de directeur général des études juridiques et du contentieux au ministère de l'intérieur à compter du 1er avril 1991;

Arrête :

Article premier. — Conformément au paragraphe 2 de l'article premier du décret-sus-visé n° 75-384 du 17 juin 1975, Monsieur Ahmed Ben Hamida (conseiller au tribunal administratif) chargé de mission pour occuper l'emploi de directeur général des études juridiques et du contentieux au ministère de l'intérieur est habilité à signer par délégation tous les actes entrant dans le cadre de ces attributions de la direction générale des études juridiques et du contentieux au ministère de l'intérieur à l'exception des actes à caractère réglementaire.

Art. 2. — Monsieur Ahmed Ben Hamida est autorisé à subdéléguer sa signature aux fonctionnaires de la catégorie «A» et «B» soumis à son autorité conformément aux conditions fixées par l'article 2 du décret sus-visé n° 75-384 du 17 juin 1975.

Art. 3. — Cet arrêté prend effet à compter du 1er avril 1991 et sera publié au *Journal Officiel de la République tunisienne*.

Tunis, le 24 juillet 1991.

Le ministre de l'intérieur
ABDALLAH KALLEL

VU
Le Premier ministre
HAMED KAROUÏ

MINISTÈRE DES FINANCES

NOMINATIONS

Par décret n° 91-1112 du 26 juillet 1991 :

Monsieur Mohamed Mohsen Bayouh, ingénieur des travaux au ministère des finances est chargé des fonctions de chef de service de la gestion des liquidités des fonds du trésor à la direction générale du trésor.

Par décret n° 91-1113 du 26 juillet 1991 :

Monsieur Ali Chouchane, capitaine des douanes est chargé des fonctions de chef de service de l'accueil et de l'orientation à la direction générale des douanes.

FONDS SPECIAUX DU TRESOR

Arrêté du ministre des finances du 24 juillet 1991, portant augmentation des prévisions de recettes et de dépenses du fonds spécial du trésor intitulé «Fonds National de la Promotion des Sports et de la Jeunesse» pour la gestion 1991.

Le ministre des finances;

Vu la loi n° 67-53 du 8 décembre 1967, portant loi organique du budget et notamment son article 24 telle que modifiée ou complétée par les textes subséquents et notamment la loi n° 89-112 du 2 décembre 1989;

Vu la loi n° 79-66 du 31 décembre 1979, portant loi de finances pour la gestion 1980 et notamment ses articles 80 et 81 portant création du Fonds national de la promotion des sports et de la jeunesse;

Vu la loi n° 86-106 du 31 décembre 1986, portant loi de finances pour la gestion 1987 et notamment ses articles 100 et 101 portant extension du champ d'intervention du fonds sus-visé;

Vu la loi n° 91-23 du 29 mars 1991 portant loi de finances complémentaire pour la gestion 1991 et notamment le tableau «K»;

Arrête :

Article unique. — Les prévisions de recette et de dépenses du fonds spécial du trésor intitulé fonds national de la promotion des sports et de la jeunesse pour la gestion 1991 sont portées de 2.450.000D à 2.605.000D.

Tunis, le 24 juillet 1991.

Le ministre des finances
MOHAMED GHANNOUCHI

VU
Le Premier ministre
HAMED KAROUÏ

Arrêté du ministre des finances du 24 juillet 1991, portant augmentation des prévisions de recettes et de dépenses du fonds spécial du trésor intitulé «Fonds de stabilisation des prix des produits avicoles» pour la gestion 1991.

Le ministre des finances;

Vu la loi n° 67-53 du 8 décembre 1967, portant loi organique du budget et notamment son article 24 telle que modifiée ou complétée par les textes subséquents et notamment la loi n° 89-112 du 2 décembre 1989;

Vu la loi n° 83-113 du 30 décembre 1983, portant loi de finances pour la gestion 1984 et notamment ses articles 96, 97 et 98 portant création du Fonds de stabilisation des prix des produits avicoles;